

Список використаних джерел

1. Organized crime in France. URL: https://en.wikipedia.org/wiki/Organized_crime_in_France.
2. Fighting crime in France. URL: <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/security-disarmament-and-non-proliferation/fight-against-organized-criminality/>.

Базір В.,

здобувач ступеня вищої освіти
бакалавра Національної академії
внутрішніх справ

Консультант з мови: Шемякіна Н.

LA STRATÉGIE DE LA FRANCE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les réalités modernes nécessitent des solutions modernes. Afin de trouver des moyens de lutter contre les diverses manifestations de la criminalité, il est nécessaire d'analyser et d'étudier l'expérience internationale en matière de lutte contre les actes illégaux. On sait que la corruption est un phénomène assez courant dans les pays d'Europe occidentale. De nombreuses lois visent la politique anti-corruption. L'un des pays qui s'attaque sérieusement à cette question est la France.

Le 1er juin 2017, une nouvelle loi anti-corruption – Sapin II – est entrée en vigueur en France. Contrairement à la version précédente, elle vise à lutter contre la corruption non seulement en France, mais aussi à l'étranger. Il est à noter que l'apparition de cette loi n'est pas fortuite parce que parmi les dix plus grandes amendes pour violations du FCPA (Foreign Corrupt Practices Act) en 2016, trois ont été payées par des entreprises françaises. Cette loi n'interdit pas simplement la corruption mais prévoit des exigences claires pour les programmes anti-corruption des entreprises. Conformément à la loi, les directions des entreprises françaises sont chargées de mettre en œuvre des mesures visant à prévenir la corruption et les pots-de-vin [1].

Le contrôle des obligations de la loi Sapin 2 est confié à l'Agence Française Anticorruption (AFA). Par exemple: si l'agence constate qu'une entreprise manque à ses Obligations anticorruption, elle peut émettre des sanctions de trois niveaux:

– L'avertissement: c'est une première mise en garde adressée aux dirigeants de la société.

– L'injonction: l'AFA peut exiger de l'entreprise la mise en œuvre des mesures internes anticorruption en s'appuyant sur les propositions et recommandations issues du contrôle. Le délai de mise en conformité est fixé par l'AFA et ne peut excéder trois ans.

– La sanction financière: l'AFA peut émettre une amende à l'encontre de la personne physique et/ou morale concernée. Son montant peut atteindre 200 000 euros pour une personne physique et 1 000 000 d'euros pour une personne morale [4].

Les principales institutions de l'État français qui luttent contre la corruption sont: la Commission pour la transparence financière de la vie politique qui surveille la situation patrimoniale des parlementaires, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques - les forces de l'ordre, le Ministère de la Justice; le Département de lutte contre la corruption, opérant depuis 2004 au sein de la Direction de lutte contre la délinquance économique et financière de la Police Judiciaire; Service central de prévention de la corruption [2, p. 125].

Le Service central de prévention de la corruption – existe dans la structure du Ministère de la Justice de France depuis 1993. Malgré sa petite taille, il dispose d'un fort potentiel analytique puisqu'il regroupe des experts détachés de nombreuses institutions étatiques du système judiciaire et administratif. Les principaux types d'activités de ce service sont la collecte d'informations et la consultation d'experts indépendants sur les questions liées à l'émergence du risque de corruption et aux affaires de corruption faisant l'objet d'une enquête. La plupart des demandes de conseils émanent des autorités locales. Récemment, le Service central de prévention de la corruption – s'est engagé de plus en plus activement dans des activités éducatives et a aidé à l'adoption de codes d'éthique dans les organisations des secteurs public et privé [3].

Pour conclure il faut dire qu'en France la lutte contre la corruption dure depuis longtemps. Cependant, après avoir analysé les spécificités de la mise en œuvre de la politique anti-corruption, nous pouvons nous assurer que cette activité fonctionne réellement. L'expérience de la France en matière de lutte contre la corruption est un exemple à suivre.

Список використаних джерел

1. Боротьба з корупцією по-французьки/ URL: <https://biz.nv.ua/ukr/experts/borotba-z-koruptsijeju-po-frantsuzki-2015310.html>.

2. Підбережник Н. Антикорупційна політика в країнах західної Європи: досвід для України. Ефективність державного управління : зб. Наук. Праць. 2013. Вип. 37. С. 123–132.

3. Спеціалізовані інституції з боротьби проти корупції: огляд моделей. URL: www.oecd.org > Corruption > can.

4. La loi Sapin 2, un tournant dans la lutte contre la corruption en France. URL: <https://www.values-associates.fr/blog/loi-sapin-2-corruption>.

5. La lutte contre la corruption en France. URL: <https://francecorruption.fr/formation/la-lutte-contre-la-corruption-en-france>.

Баланенко А.,

здобувач ступеня вищої освіти

бакалавра Донецького державного

університету внутрішніх справ

Консультант з мови: Мамонова О.

EXPERIENCE OF FIGHTING CRIME IN JAPAN

Japan's success in preventing crime cannot be attributed to any one reason. The low crime rate in this country is associated with a number of circumstances of a socio-economic, socio-psychological, legal, organizational, managerial, technological and other nature. To prove this, we will conduct a criminological analysis of the modern Japanese model of crime prevention, which includes the following areas (strategies) of preventive activities:

1) long-term implementation of the "community policing" strategy;

2) measures within the framework of social crime prevention;

3) effective criminal policy;

4) implementation of science and technology achievements in crime prevention activities [1].

The crime prevention system in Japan is focused on local programs. The Ministry of Justice has developed a model crime prevention program for a district. There are two types of district programs: scientific, which aim to criminologically diagnose the state of crime in the district, and applied, which contain specific prevention measures. There are also municipal programs in which the population of the districts participates. The functions of early (pre-criminal) and post-penitentiary (after serving a sentence) anti-relapse prevention in Japan are carried out by special rehabilitation